

1^{er} mai 2012

Pour l'émancipation et le socialisme, la révolution prolétarienne maintenant !

Le prolongement de la crise économique dans les économies avancées et la crise écologique croissante (réchauffement climatique...) sont des preuves du déclin du capitalisme. En outre, malgré des progrès scientifiques et techniques, la faim continue à frapper une part significative de l'humanité. La majorité des habitants des pays dominés sont poussés à la misère. La décomposition du mode de production capitaliste menace l'avenir de l'humanité et rend son renversement, non seulement possible et nécessaire, mais réellement impératif.

En vue de restaurer le taux de profit, la bourgeoisie mondiale mène dans les cinq continents une violente guerre de classe contre le prolétariat mondial. Dans les vieux pays industrialisés, la classe capitaliste détruit les victoires historiques de la classe ouvrière (protection sociale, droits syndicaux...). Les réductions de dépenses visent le système public de santé et l'éducation publique, les allocations de chômage et les retraites. Le niveau élevé du chômage accroît la pression sur les travailleurs employés (plus de tâches à accomplir, des salaires plus faibles, plus d'heures de travail).

Les droits démocratiques sont restreints dans les vieilles démocraties bourgeoises. Non seulement les partis fascistes et cléricaux réapparaissent, mais les gouvernements « démocratiques » diffusent le chauvinisme, la xénophobie et le racisme. Partout dans le monde, les armées impérialistes et les services secrets préparent et participent à des agressions militaires. Les impérialismes occidentaux (États-Unis, France, Grande-Bretagne...) occupent toujours l'Afghanistan, ont transformé la Libye en centre de torture et menacent la Syrie et l'Iran. Dans le même temps, des impérialismes orientaux (Russie, Chine) soutiennent les despotes contre les manifestations iraniennes et le soulèvement syrien. Tout en renforçant les armées bourgeoises locales contre leur population et en nouant des alliances avec les forces les plus réactionnaires (comme le Baas ou les islamistes en Iran, au Pakistan, en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Syrie...) contre les masses exploitées, tous les gouvernements impérialistes cherchent à camoufler leurs rivalités et leurs pillages avec des slogans comme « indépendance nationale » ou « liberté ».

Cependant, l'oppression nationale, les réductions de dépenses et la répression brutale génèrent des soulèvements, de l'instabilité et des rébellions. De la Grèce au Portugal, de l'Égypte à la Syrie, de la Libye aux États-Unis, de la Chine à la Corée, du Brésil au Chili, des révoltes éclatent. La classe ou-

vière est l'unique force capable de remplacer le vieil ordre capitaliste par un nouvel ordre, la transition vers le communisme mondial afin d'abolir l'exploitation et la misère, après une période de nécessaire répression contre les précédentes classes dominantes (la dictature du prolétariat), pour assurer le dépérissement des classes de l'État. Malheureusement, le revers de la médaille est que, si les conditions objectives pour le renversement du capitalisme sont mûres, les conditions subjectives pour des révolutions socialistes victorieuses retardent.

Certains représentants de la classe dominante sont conscients de l'impasse de la domination capitaliste. Ils cherchent à bloquer la voie vers le socialisme en cherchant des boucs émissaires, comme les minorités religieuses ou les travailleurs immigrés. D'autres, ou les mêmes, canalisent contre la « finance » et la « spéculation ». D'où les « forums sociaux » hier et les « mouvements des indignés » aujourd'hui. En Espagne, les dirigeants des « Indignés » se disent apolitiques ; en Grèce, ils fourvoient la colère dans le nationalisme ; aux États-Unis, ils se présentent comme pacifistes...

De telles orientations laissent la classe ouvrière continuer à dominer la société. Ce n'est pas une surprise si certains dirigeants petits-bourgeois sont liés à des partis bourgeois (comme le Parti Démocrate américain), alors que d'autres sont les flancs-gardes des bureaucraties traîtres de la classe ouvrière qui ont franchi depuis longtemps la frontière de classe et servent de protection à la domination capitaliste, que ce soit d'anciens staliniens, de vieux partis sociaux-démocrates, de semi-réformistes (QI, TSI, CIO, UCI, L5I...).

Après des décennies de domination totalitaire dans des économies collectivisées et une collaboration de classe abjecte dans les pays capitalistes, le stalinisme s'est effondré. Avec la restauration du capitalisme en 1989-1992 en URSS, en Europe de l'est et en Chine par les bureaucraties d'État privilégiées, certaines couches de ces bureaucrates ont volé la propriété publique, se sont transformés en « hommes d'affaire » ou « femmes d'affaire » et sont devenus le cœur de la nouvelle bourgeoisie. Par conséquent, le stalinisme, déjà affaibli par le conflit entre l'URSS et la Chine, s'est effondré, certaines composantes ont disparu, d'autres ont rejoint des partis bourgeois, d'autres enfin ont



rejoint de fait la social-démocratie mondiale qui, depuis 1914, défend l'ordre capitaliste (JCP, Die Linke, PRC, PCF, Synaspismos, PCCh...). L'un d'entre eux, le KKE de Grèce, face à une situation révolutionnaire, divise violemment les travailleurs et la jeunesse, soutient les inefficaces « journées d'action d'un jour », appelle à des élections bourgeoises et défend l'autarcie réactionnaire.

L'« Internationale socialiste » survit comme une parodie de la Deuxième Internationale ouvrière, ouvrant ses portes à de nombreux partis nationalistes bourgeois comme l'ANC d'Afrique du sud, le MPLA d'Angola, le PASOK de Grèce, l'UFSP du Maroc, le Fatah de Palestine, le PPP du Pakistan, le PAP du Pérou, le PS du Sénégal, le CHP de Turquie, l'AD du Venezuela...

C'est à travers leurs machines électorales et leur contrôle des syndicats que les partis ouvriers-bourgeois conservent leur valeur pour la classe capitaliste, comme une courroie de transmission dans la classe ouvrière. Pour cela, ils proclament des idéaux de justice sociale, invoquent plus d'égalité sociale, promettent des réformes progressistes limitées.

En fait, les partis ex-staliniens et les vieux partis travaillistes ou sociaux-démocrates sont tous chauvins, tous d'ardents défenseurs de la collaboration de classe, à la fois nationalement et à l'étranger. Lorsque ces soi-disant réformistes prennent la tête de l'État bourgeois, ils participent à la politique d'austérité de leur bourgeoisie. Hier le SPD en Allemagne, le Parti travailliste en Grande-Bretagne, le PS et le PCF en France, le PRC en Italie, le PSOE en Espagne ; aujourd'hui l'ALP en Australie, le SPÖ en Autriche, le PS en Belgique, le NAP en Norvège, le SMER en Slovaquie...

Partout les bureaucraties des principaux syndicats sont complices de la réaction, en acceptant de discuter les attaques capitalistes au nom d'un soi-disant intérêt commun avec les patrons et les actionnaires, au nom d'un soi-disant intérêt national commun avec la classe capitaliste et son État. Elles dispersent la résistance des travailleurs et des jeunes en d'impuissantes « grèves de 24 heures ». Avec l'aide des partis réformistes ou des organisations semi-réformistes, les bureaucraties syndicales empêchent les travailleurs de mener des grèves générales pour renverser les gouvernements bourgeois, ils empêchent les travailleurs de créer leurs propres organes d'auto-défense contre la police et les fascistes, ils empêchent toute avancée vers des comités élus, de type soviétique, sur les lieux de travail et dans les quartiers.

Malheureusement, il n'existe pas d'alternative révolutionnaire qui puisse prétendre être soutenue par de larges couches des masses laborieuses. La plupart des soi-disant trotskystes sont des révisionnistes du bolchevisme et des liquidateurs de ce que fut la 4^e Internationale révolutionnaire. En ré-

alité, ils agissent comme des adjoints pour les agents bourgeois au sein de la classe ouvrière, voire pour des courants bourgeois (des partis écologistes aux partis islamistes). Ils diffusent leur propre version de la collaboration de classe, participant souvent à des partis réformistes (Scottish Socialist Party, Nouveau Parti Anticapitaliste, Die Linke, Bloco de Esquerda...) et parfois à des coalitions de front populaire (Izquierda Unida, Respect, Front de Gauche...).

Pour s'unir et pour lutter, les travailleurs ont besoin d'un nouveau parti. Un parti ouvrier révolutionnaire devrait défendre, dans chaque occasion, l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à toutes les autres classes. Il devrait unifier la classe ouvrière (hommes et femmes, nationaux et immigrés, jeunes et vieux, employés et chômeurs). Il renforcerait tous les éléments de démocratie ouvrière. Il regrouperait tous les opprimés et exploités autour de la classe ouvrière. Il les conduirait à prendre le pouvoir sur le mode de la Commune de Paris de 1871 et des Soviets russes de 1917. C'est la seule manière d'affronter partout les gouvernements bourgeois et de gagner à la révolution la jeunesse et les classes intermédiaires, de les extraire du front populaire, de l'islamisme et du fascisme.

Par conséquent, les travailleurs ont partout besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire qui ne peut être qu'une section de l'Internationale ouvrière révolutionnaire, de même que toute classe ouvrière nationale fait partie de la classe ouvrière mondiale. La classe ouvrière est la seule classe internationale authentique. Toutes les formes de nationalisme ou de séparatisme devraient lui être étrangères. Seuls les travailleurs unis de tous les pays montrent la voie de la sortie de la crise, de l'oppression, des guerres et de la misère : la voie vers l'émancipation et le socialisme.

1^{er} mai 2012

Collectif Révolution Permanente
(CRP Pérou, GB France, GKK Autriche)

